

Marché public de fournitures

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Pouvoir adjudicateur :
SMO EURE NUMERIQUE
Direction du développement économique et de l'aménagement du territoire
Boulevard Georges Chauvin
27 000 EVREUX Cedex
Objet de la consultation :**

Fourniture de matériels passifs et de matériels actifs sur réseau THD

Définitions

« Anomalie » Désigne un défaut affectant le fonctionnement des Equipements par rapport aux Spécifications définies en CCTP.

« Attestation de Réception de Prestation » Désigne le document qui constate la réception d'une Prestation spécifique définie dans le Contrat.

« Bon de Livraison » Désigne le document signé entre le Titulaire et le pouvoir adjudicateur, à la livraison des Equipements au Lieu de Livraison ou de Stockage, comme précisé en article 9.

« Equipement » Désigne tout matériel actif nécessaire et suffisant pour répondre au CCTP à l'exception du matériel acquis par le Pouvoir Adjudicateur auprès de tiers, muni ou non d'un Logiciel que le Titulaire doit fournir au titre du marché public, tels que décrits au CCTP.

« Logiciel » Désigne les logiciels développés et fournis au titre du marché public par le Titulaire, dans leur version en code objet, lisible ou exécutable par une machine.

« Prestations » Désigne tout ou partie des prestations commandées par le pouvoir adjudicateur au Fournisseur, dans le cadre de l'exécution du Contrat.

« Pouvoir Adjudicateur » ou « Maître d'ouvrage » : le SMO Eure Numérique

« Titulaire » le candidat retenu par le pouvoir adjudicateur au terme de la présente procédure de mise en concurrence.

1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet la sélection du Titulaire du marché public portant sur l'acquisition de matériels passif et actifs sur le département en tête de réseau THD.

Les prestations attendues sont les suivantes :

- Fourniture des matériels actifs;
- Fourniture des matériels passifs;
- Fourniture des câbles de raccordement;
- Raccordement des câbles optiques sur les têtes;
- Fournitures des accessoires d'installation des matériels;
- Prestation de maintenance;
- Prestation d'installation;
- Les mises à jour des logiciels des matériels;
- Support pour évolution ingénierie (Service Level Agreement).

1.1. Les intervenants

1.1.1. Représentants des parties

Conformément au CCAG Travaux, dès la notification du présent marché, le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché :

- le Maître d'Ouvrage notifie cette désignation au Titulaire du marché au plus tard à la date de notification du marché ;
- le Titulaire indique le nom et les coordonnées de cette personne au moment de la remise de son offre.

En l'attente de cette désignation éventuelle et/ou à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

1.1.2. Désignation du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur, qui est le « maître de l'ouvrage » au sens du CCAG travaux annexé à l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux est le SMO Eure Numérique

Le « représentant du Pouvoir Adjudicateur » est le représentant habilité par ce dernier à l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché.

1.2. Exécution du marché

Le marché est un marché à bons de commande sans minimum ou maximum passé avec un seul Titulaire, en application de l'article 77-I du Code des Marchés Publics.

En dehors de ce qui relève des Prestations de Service, le présent marché sera conclu pour une durée de un (1) an à compter de sa date de notification et renouvelable une fois de façon expresse.

En revanche, pour les Prestations de Service qu'il contient, le présent marché sera conclu pour une durée de trois (3) ans à compter de sa date de notification et renouvelable une fois de façon expresse.

Les engagements du Fournisseur qui par nature dépasse la durée du Contrat continueront à s'appliquer au-delà du terme du Contrat dans les conditions prévues au présent marché public.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de mettre fin au contrat à la fin de chacune de ces périodes sans qu'aucune réclamation ne puisse lui être opposée par le Titulaire.

Le marché comprend l'établissement des études d'exécution et de leurs documents annexes, la fourniture des matériaux et matériels et leur mise en œuvre, nécessaires à la complète installation des ouvrages qui devront être remis au Pouvoir Adjudicateur par le Titulaire conformément aux stipulations des normes et règlements administratifs et techniques en vigueur du présent C.C.A.P. et du C.C.T.P. Les Parties se rencontreront autant que nécessaire afin de définir les éléments permettant au Pouvoir Adjudicateur d'obtenir la satisfaction de ses besoins (dimensionnement, implantation des équipements...). Le Titulaire aura à ce titre une obligation de conseil renforcée.

Le Titulaire se verra attribuer les bons de commande au fur et à mesure des besoins dans les conditions suivantes. Le délai d'exécution sera défini à chaque bon de commande, qui précisera :

- le type de prestation ;
- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;

- la nature et la description des travaux à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des travaux ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux Titulaires pour formuler leurs observations.

Le Contrat est articulé à partir des engagements suivants, tels que détaillés dans le présent marché public, souscrits par le Titulaire vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur :

- La livraison des Équipements et l'exécution des Prestations par le Fournisseur, conformément aux stipulations du marché public ;
- La garantie par le Titulaire de la compatibilité fonctionnelle des Équipements entre eux ;
- La garantie des Équipements et des Logiciels pendant une période de vingt-quatre (24) mois à compter de la date du procès-verbal de réception ;
- Le respect des délais de livraison des Équipements, tels que spécifiés dans le mémoire technique remis par le Titulaire au stade de la remise de son offre ;
- La garantie par le Fournisseur de l'interopérabilité des Equipements avec l'environnement externe spécifié par le Pouvoir Adjudicateur; et
- Le bénéfice de toutes évolutions techniques apportées aux Equipements et Logiciels au cours de l'exécution du Contrat.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1. Communications et notifications

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux précité, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre de priorité et selon la numérotation indiquée ci-après :

- l'Acte d'Engagement, son (ses) annexe(s) en cas de sous-traitance et les éventuels avenants ;
- le Bordereau des Prix Unitaires, constituant le détail de l'offre ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe ;
- le Mémoire technique du Titulaire et ses annexes.

2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux précité (CCAG-Travaux);
- le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCTG-Travaux) suivant la composition fixée par le dernier décret paru au jour d'établissement des prix, et en particulier les fascicules suivants (liste non exhaustive) :
 - Eurocodes....,
 - DTU en vigueur.

Les normes référencées dans le CCTP sont applicables sous réserve des dispositions édictées au présent CCAP.

En outre, le Titulaire devra se tenir informé de l'évolution de la législation, de la réglementation et de l'homologation des normes. En cas d'évolution pendant le déroulement des prestations, des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfèrent, le Titulaire doit en informer aussitôt par courrier AR le Pouvoir Adjudicateur, copie au maître d'œuvre, pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution. Cette information doit être accompagnée d'une analyse au moins sommaire des incidences de ces évolutions sur le projet. La décision du Pouvoir

Adjudicateur lui sera notifiée par écrit dans un délai d'un mois. A défaut cette évolution ne sera pas prise en compte et ne pourra donner lieu à une rémunération supplémentaire.

Il est entendu par les parties que toutes les évolutions connues au jour de la remise des offres et dont la date d'entrée en application a été publiée, sont réputées avoir été anticipées par le Titulaire et comprises dans son prix.

Les pièces générales ci-dessus ne sont pas jointes au dossier mais le Titulaire déclare bien les connaître.

3. ORDRES DE SERVICE

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG Travaux, il n'y aura pas d'ordre de service. Seuls les bons de commande seront nécessaires au déclenchement des travaux, livraison et réalisation des Prestations de Services.

4. OBLIGATION D'INFORMATION

Le Titulaire assume vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur une obligation d'information et de conseil renforcée, dont l'objet est de garantir que les Équipements sont substantiellement conformes aux Spécifications Techniques, telles que spécifiées au CCTP et aux règles de l'art. Dans le cadre de cette obligation, le Fournisseur s'engage à :

- proposer au Pouvoir Adjudicateur tout complément, amélioration, adaptation à la configuration préconisée qui lui semblerait souhaitable pour correspondre notamment aux référentiels communes des opérateurs de communications électroniques organisés sous l'égide de l'ARCEP (groupe interop fibre);
- tenir informé le pouvoir adjudicateur des conditions de compatibilité des différentes versions des Équipements entre eux et les équipements communément utilisés dans le secteur des communications électroniques ;
- annexer les références tarifaires des supports ; technique, maintenance, de garantie et toutes fournitures d'équipements pouvant être utilisés

Le Titulaire informe le Pouvoir Adjudicateur de toutes évolutions techniques résultant de son fait et affectant les Équipements au cours de l'exécution du marché public.

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à produire ses meilleurs efforts afin de satisfaire aux demandes d'information émanant du Titulaire relevant de l'exécution de ses obligations aux termes du marché public.

5. PRESTATIONS

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de souscrire les Prestations décrites dans le Mémoire technique du Titulaire, dans les conditions prévues par le marché public.

Les employés du Titulaire affectés à l'exécution des Prestations restent sous l'entière responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire décide, en fonction des besoins identifiés et exprimés par le Pouvoir Adjudicateur, des méthodes, des moyens humains et matériels et de la coordination avec les différents départements du Pouvoir Adjudicateur ou de l'exploitant de son réseau à mettre en œuvre aux fins de réalisation des Prestations.

5.1. Fourniture d'Équipement et Logiciels

Dans tous les cas, les pièces seront compatibles avec le niveau logiciel de l'Équipement, tel que défini au CCTP.

Le Titulaire satisfait aux demandes de support et de fourniture de pièces détachées des Equipements pendant une période de dix (10) ans à compter de la signature du présent Contrat aux conditions de ce Contrat, étant entendu que le Titulaire peut fournir des pièces détachées qui, bien que différentes des pièces d'origine, remplissent les mêmes performances que les pièces d'origine.

Les pièces de rechange fournies par le Fournisseur seront compatibles avec le niveau logiciel de l'Equipement, tel que défini au CCTP.

5.2. Prestations de formation

Pendant la durée du marché public, le Titulaire livrera, sur demande du Pouvoir Adjudicateur, toute Prestation de formation du personnel du Pouvoir Adjudicateur, ou de l'exploitant de son réseau, figurant au catalogue du Titulaire, aux prix et dans les conditions définies au BPU.

5.3. Prestations de RMA, de Support et d'Assistance Technique

Le Titulaire s'engage à assurer les Prestations de RMA (Repair Material Authorization) pendant une période de dix (10) ans (période de satisfaction de la part du Titulaire aux demandes de pièces détachées des Equipements) à compter de la date du Bon de Livraison de l'Equipement.

Le Titulaire s'engage à procéder aux opérations de Support et d'Assistance Technique dans des délais raisonnables, sur demande du Pouvoir Adjudicateur, pendant une période de 6 (six) ans à compter de la date du Bon de Livraison de l'Equipement concerné.

Le contenu et les modalités d'exécution des Prestations de Support et d'Assistance Technique assurées au titre du marché public par le Titulaire sont précisés dans l'offre détaillée du Titulaire et aux prix figurant au BPU.

6. MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES DES PRESTATIONS

6.1. Généralités

L'engagement par le Titulaire de fournir des Prestations au Pouvoir Adjudicateur doit être formalisé par l'émission par le Pouvoir Adjudicateur d'un bon de commande dans les conditions définies par les présentes.

Le prix de chaque bon de Commande sera établi à partir des prix spécifiés au BPU.

6.2. Commandes des Equipements et Logiciels

Pour toute demande de livraison d'Equipements et/ou de Logiciels, Le Pouvoir Adjudicateur adressera un bon de Commande au Titulaire, précisant la désignation, l'intitulé exact et le prix unitaire des Equipements concernés, ainsi que leur adresse de livraison, conformément aux stipulations du BPU.

Le Titulaire pourra émettre les réserves nécessaires sur les bons de commande qui lui auront été adressés par le Pouvoir Adjudicateur trois (3) jours ouvrés suivant sa réception. A défaut, cette Commande sera considérée comme acceptée.

La date d'acceptation de la Commande du Pouvoir Adjudicateur par le Titulaire servira de date de référence pour le déclenchement des délais de livraison éventuellement précisés sur la Commande.

Dans le cadre de la gestion des bons Commandes et des Prestations de Livraison, le Titulaire contrôlera la cohérence fonctionnelle des Equipements commandés entre eux dans un même Bon de Commande. En cas d'ambiguïtés, d'erreurs manifestes ou de contradiction, le Titulaire saisira le Pouvoir Adjudicateur dans les (3) trois jours ouvrés suivant l'envoi du bon de Commande, d'une demande de précision ou de rectification. A défaut, le Titulaire sera considéré ne pas avoir respecté son obligation de conseil renforcée.

6.3. Commande des Prestations de Support et d'Assistance Technique

Pour toute demande de fourniture de Prestations de Support et d'Assistance Technique, Le Pouvoir Adjudicateur adressera un bon de commande au Titulaire, précisant la date de début d'exécution souhaitée desdites Prestations, par courrier électronique ou par télécopie.

6.4. Commande des autres Prestations

Le Pouvoir Adjudicateur émettra un bon de commande pour toute autre Prestation, au fur et à mesure de ses besoins. Les modalités de fourniture de telles Prestations seront négociées d'un commun accord et donneront préalablement lieu à un avenant au présent contrat.

6.5. Annulation de Commande par LE POUVOIR ADJUDICATEUR

En cas d'annulation d'une Commande par le pouvoir adjudicateur, sous un délai de 4 semaines avant la date de livraison prévue conformément au Planning de référence, Le Pouvoir Adjudicateur sera redevable envers le Titulaire, à titre d'indemnité, d'une somme égale à 5 % du montant des Equipements et/ou Logiciels faisant l'objet de l'annulation.

Il est précisé que le report d'une commande ne peut être interprété comme une annulation de commande au sens du présent contrat.

7. Réception des Equipements passifs

Chaque bon de commande impliquant la réalisation de travaux donnera lieu à la réception des travaux effectués.

7.1. Le déclenchement des OPR

Le Titulaire avise le représentant du Pouvoir Adjudicateur par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

La procédure décrite à l'article 41 du CCAG Travaux est alors mise en œuvre à la date arrêtée par le Pouvoir Adjudicateur. Cependant, préalablement à la réception, des opérations préalables seront menées et consisteront à :

- obtenir les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;
- la constatation de la remise des documents prévus au marché et conformes à celui-ci.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ, en 2 exemplaires originaux, par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant dûment habilité et signé par lui. Si le Titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au Titulaire.

7.2. La réception

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions le Pouvoir Adjudicateur décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec ou sous réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au Titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal des OPR.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

7.3. Documents à fournir après exécution

Le Titulaire devra remettre au Pouvoir Adjudicateur les documents prévus à l'article 40 du CCAG Travaux. Les conditions techniques d'élaboration de ces documents et le quantitatif sont précisés dans le CCTP.

8. Prise de possession avant achèvement des travaux

Si le Titulaire ne respecte pas les délais de livraison des Equipements, le Pouvoir Adjudicateur pourra prendre possession desdits Equipements aux fins de réaliser les opérations de communication et d'inauguration qu'il souhaite.

Cette prise de possession ne vaut en aucun cas réception, le Titulaire restant dans l'obligation d'achever les travaux, prestations et fournitures des bons de commandes qui lui auront été adressées et selon les modalités prévu au présent marché public.

Le Titulaire ne pourra s'opposer à cette prise de possession sauf cas de risque pour les personnes physiques. Il devra en supporter toutes les conséquences sans pouvoir élever quelque réclamation auprès du Pouvoir Adjudicateur.

9. LIVRAISON DES EQUIPEMENTS ACTIFS

Le Titulaire s'engage à procéder à la livraison, déchargement inclus, dans un lieu déterminé par le Pouvoir Adjudicateur.

9.1. Emballage

Les Equipements doivent être correctement et suffisamment emballés par le Titulaire qui sera responsable de la casse, des manquants et des avaries provenant d'un emballage insuffisant.

Les colis indiqueront clairement la référence du bon de commande auquel ils correspondent.

9.2. Procès-verbal de réception (conformité des commandes)

Le Pouvoir Adjudicateur remettra un Bon de Livraison au représentant du Titulaire, dès livraison d'Equipements et/ou de Logiciels au lieu de Livraison ou de Stockage convenu entre les Parties. Dans l'hypothèse où le Lieu de Livraison des Equipements déterminé par le Pouvoir Adjudicateur serait une société de stockage, ladite société sera réputée mandatée pour réceptionner les Equipements et signer valablement le Bon de Livraison.

Dans l'hypothèse d'une livraison partielle, Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de

- refuser la livraison et de retourner les Equipement aux frais du Titulaire ; Le Titulaire établira alors un avoir total de la facture ;
- ou
- accepter la livraison dans l'attente de la fourniture des Equipements et/ou Logiciels manquants par le Titulaire ou (ii) d'accepter la livraison en l'état, le Titulaire établissant alors un avoir pour les Equipements et/ou Logiciels non livrés. Le Pouvoir Adjudicateur remettra un Bon de Livraison au représentant du Titulaire, dès réception d'un tel avoir ou dès la livraison des Equipements et/ou Logiciels manquants.

Les Parties procéderont à la réception des Equipements et/ou des Logiciels, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant l'émission d'un Bon de Livraison. Si les Equipements et Logiciels sont conformes aux

Spécifications, le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire signeront le Procès-Verbal de Réception dans le délai susmentionné. A l'expiration de celui-ci, la réception sera réputée tacitement acceptée sans réserve.

Si des Equipements non commandés ont été adressés au pouvoir adjudicateur, celui-ci en informera le Titulaire et retournera lesdits Equipements aux frais du Titulaire, qui établira alors un avoir sur la facture correspondant aux Equipements non commandés.

Si Le Pouvoir Adjudicateur constate un défaut de conformité des Equipements et/ou des Logiciels aux Spécifications, il refusera la réception des Equipements et s'obligera à retourner l'ensemble des Equipements et/ou Logiciels livrés dans les vingt (20) jours suivant l'émission du Bon de Livraison concerné.

9.3. Délais

Le Titulaire s'engage à procéder à la livraison, conformément aux délais spécifiés dans son Mémoire technique, à compter de la réception par le Titulaire de la Commande correspondante du pouvoir adjudicateur.

Pour tout autre délai de livraison demandé par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire devra confirmer par écrit l'acceptation des ces délais, qu'il s'efforcera de respecter.

10. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX

Le marché est conclu à prix unitaires, comme précisé dans l'Acte d'Engagement, et tels que fixés dans le Bordereau des Prix Unitaires. Les prestations seront réglées selon les quantités réalisées, contrôlées et validées par le Pouvoir Adjudicateur.

10.1. Contenu des prix – mode d'évaluation

Les prix sont établis en Euros (€) hors TVA.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance pleine et entière, avant la remise de son offre, des lieux d'exécution des travaux et, plus généralement, de tous les éléments concernant l'exécution du présent marché.

Le Titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité ou rémunération supplémentaire s'agissant d'erreurs, incohérences, d'imperfections ou d'insuffisances relatives aux pièces du marché, quel que soit leur ordre de prévalence, pour lesquelles aucune demande de précisions, d'informations et renseignements complémentaires n'aura été faite durant le délai de publicité.

Outre les sujétions énumérées à l'article 10.1 du C.C.A.G. travaux et notamment de celles qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux ainsi que, de façon particulière, de toutes les sujétions, aléas et prestations diverses laissées à la charge de l'entrepreneur aux termes du présent C.C.A.P., du C.C.T.P., et des autres pièces particulières du marché, les prix sont réputés comprendre notamment :

- les frais d'établissement des études d'exécution et des plans d'ateliers et de chantiers jusqu'à leur approbation par le Pouvoir Adjudicateur;
- les frais résultant des demandes et observations du Pouvoir Adjudicateur;
- les frais liés à l'application du décret DICT n°2011-1241 du 5 octobre 2011, qu'ils soient spécifiquement identifiés dans les prix du marché ou réputés inclus dans ceux-ci ;
- les frais imputés sur le compte des dépenses communes ;
- les panneaux de chantier, charges de mise en place de barrières, fournitures d'équipage et autres pour la sûreté des ouvriers ;
- signalisation routière des chantiers selon la réglementation en vigueur, ainsi que sa maintenance permanente ;

- réparation des dégâts de toute origine ou cause, même de force majeure, commis à l'encontre des ouvrages intéressés par les travaux, jusqu'à mise en service ;
- demandes de renseignements, arrêtés de circulation, DICT etc. ;
- les frais d'entretien permettant le nettoyage quotidien ainsi que le nettoyage final de la zone d'exécution et des ouvrages et, plus généralement, de la participation à l'entretien général ;
- les frais de transports ;
- les frais d'assurance ;
- les frais de cessions, licences et/ou autorisations nécessaires à l'emploi de matériaux, prototypes, équipements ou aux procédés nécessaires à l'exécution des travaux ;
- les frais d'établissement des devis, des factures ou mémoires, que ceux-ci soient ou ne soient pas suivis de travaux ;
- la nécessité éventuelle d'exécuter les prestations en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes ou en dehors des jours normalement ouvrés) ;
- les frais résultant des essais de vérification des installations et d'établissement des procès-verbaux correspondants ;
- l'exécution des travaux au voisinage des réseaux HTA BT sous tension ;
- l'exécution simultanée de travaux en tranchée commune avec d'autres canalisations (eau, assainissement, télécom, gaz, etc.) ;
- et, plus généralement, tous les frais relatifs à la bonne exécution des travaux.

Considéré comme un sachant et un professionnel spécialisé dans le domaine objet du marché, le Titulaire ne pourra réclamer de supplément de rémunération basé sur des contraintes de chantier ou des faits provenant d'une méconnaissance du site.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les Travaux, Fournitures ou Prestations commandées par le Pouvoir Adjudicateur.

Tous les montants figurant dans le présent Contrat sont exprimés hors TVA.

Les montants de règlement sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

10.2. Régime du prix du marché

Les prix du Bordereau des Prix Unitaires seront révisables trimestriellement suivant les modalités fixées ci-après. La révision produit ses effets à la hausse comme à la baisse.

10.2.1. Mois d'établissement du prix (m0)

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre, ce mois est appelé « mois zéro » (m0).

10.2.2. Choix de l'index de référence

Les index de référence, désignés « I » ci-dessous, choisis en raison de leur structure pour, la révision des prix faisant l'objet du marché, sont :

TP 01 : Index Général tous travaux, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie.

10.2.3. Modalités de révision des prix

La révision des prix est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = \left(0.15 + 0.85 \times \frac{Index_n}{Index_0} \right)$$

dans laquelle les valeurs indicées « 0 » et « n » sont :

- $Index_n$: dernier index connu au dernier jour du mois correspondant à la date d'exécution des prestations objet de la demande d'acompte mensuel ;
- $Index_0$: dernier index connu au mois (M0).

A l'appui des demandes de révision, le Titulaire devra transmettre les calculs détaillés nécessaires à une vérification aisée, avec les références explicites des indices correspondants. Le Titulaire est informé que le présent marché ne donnera pas lieu à l'application de révision provisoire.

11. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

11.1. Gestion de l'avance en faveur du Titulaire

Une avance est accordée au Titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, déduction faite, le cas échéant, du montant des prestations sous-traitées, conformément aux conditions fixées par les articles 87 à 90 du Code des Marchés Publics.

Si le Titulaire accepte cette avance, il lui est demandé une garantie à première demande. Dans ce cas, l'avance ne pourra être mandatée qu'après constitution de cette garantie.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Sous réserve des dispositions prévues ci-avant, le droit au paiement de l'avance est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par le Titulaire.

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de fourniture de la garantie.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 70% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

11.2. Gestion de l'avance en faveur du sous-traitant direct

Pour le présent marché, les sous-traitants directs (au sens de l'article 3.6.1 du CCAG travaux) bénéficiaires du paiement direct ont droit, sur leur demande, au versement d'une avance, dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier de cette avance.

Le versement et le remboursement de l'avance des sous-traitants directs répondent aux dispositions de l'article 115 du Code des Marchés Publics.

Dans le cas où le Titulaire sous-traite une part du marché postérieurement à la conclusion de celui-ci, le paiement de l'avance au sous-traitant est subordonnée au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au Titulaire au titre des prestations sous-traitées.

11.3. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte et sur le solde du marché. Cette retenue de garantie pourra être remplacée uniquement par une garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au Titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera pas remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires, tels que fixés dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement, selon les quantités réalisées, contrôlées et validées par le maître d'œuvre.

11.4. Délais global de paiement

Le présent marché est soumis au délai global de paiement de 30 jours conformément à l'article 98 du Code des Marchés Publics et au décret n° 2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les Marchés Publics.

11.5. Projets de décomptes mensuels

Les projets de décompte, établis dans les conditions de l'article 13 du CCAG Travaux au nom du

**SMO Eure Numérique
Hôtel du Département
Boulevard Georges Chauvin
CS72101
27021 Evreux Cedex**

Ces projets de décomptes mensuels sont joints avec toutes les pièces justificatives permettant de déterminer toutes les sommes auxquelles le Titulaire prétend du fait de l'exécution du marché et portent la référence dudit marché.

Toute demande de paiement qui serait incomplète sera renvoyée par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire. Il est entendu par les parties que le délai global de paiement ne court qu'à compter de la réception d'une demande de paiement mensuel conforme aux conditions fixées à l'article 13 du CCAG Travaux.

12. DOCUMENTS

Le Titulaire transmettra au Pouvoir Adjudicateur les instructions de fonctionnement et d'entretien des Equipements, afin de permettre au personnel qualifié du Pouvoir Adjudicateur d'exploiter, d'entretenir et de régler toutes les parties des Equipements.

13. CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS

13.1. Conformité aux réglementations, normes et standards

Le Titulaire garantit que les Équipements sont substantiellement conformes aux Spécifications définies au CCTP ainsi qu'aux obligations légales et réglementaires applicables en France aux Equipements.

Les Équipements doivent pouvoir être utilisés, exploités et entretenus d'une manière sûre et sans risque pour la sécurité des personnes qui les utilisent, les exploitent ou en assurent l'entretien.

Le Titulaire contrôle le contenu des renseignements composant les Spécifications et vérifie que ces Spécifications ne comportent pas d'erreurs, omissions et/ou contradictions.

Le Titulaire fait son affaire, à ses frais, de l'obtention, avant la réception d'un Equipement ou d'un Logiciel, de toutes autorisations exigibles en France ou dans le pays d'origine des Equipements ou Logiciels.

13.2. Evolutions

Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur des mises à jour des Equipements, des Logiciels et de la Documentation associée.

Le Pouvoir Adjudicateur sera libre, en fonction de ses besoins, de retenir ou non les évolutions des Equipements et Logiciels ainsi que les nouvelles fonctionnalités qu'elles contiennent.

Dans l'hypothèse d'un changement dans la réglementation en vigueur ou dans les normes ou standard applicables au Service et définis le cas échéant dans les Spécifications, d'une évolution de l'environnement externe décrit au CCTP, le Titulaire en analysera les impacts et les modifications qui doivent y être apportées en conséquence.

Les mises à jours des Logiciels mineures et majeures ne devront entraîner aucune régression des Spécifications et Performances des Equipements, et de l'environnement externe.

13.3. Interopérabilité

Le Titulaire garantit, sans frais supplémentaires pour le Pouvoir Adjudicateur pendant la durée du Contrat, que les Equipements et Logiciels et leurs évolutions resteront compatibles et interopérables avec l'environnement externe défini au CCTP.

14. Garanties

14.1. Garanties liées à la réalisation des équipements passifs

La durée de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception pour tous les travaux.

Pendant cette durée, le Titulaire est tenu à une obligation, dite "obligation de parfait achèvement", dans les conditions précisées à l'article 44.1 du C.C.A.G. travaux.

En outre, le Titulaire s'engage à effectuer, dans un délai de 72 heures à compter de la demande du Pouvoir Adjudicateur, les interventions nécessaires au bon fonctionnement des prestations ou ouvrages exécutés.

D'autre part, sans préjudice de ce qui précède, la responsabilité du Titulaire, après réception des travaux, est régie par l'application des principes inscrits aux articles 1792 et 2270 du Code Civil (garanties biennales et décennales si l'ouvrage le justifie).

Le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

14.2. GARANTIE DES EQUIPEMENTS ACTIFS

Le Titulaire s'engage envers le Pouvoir Adjudicateur à réparer ou à échanger un produit dès lors qu'une défectuosité sera constatée dans le délai de deux ans suivant la vente du produit.

Une défectuosité, au sens du présent Contrat, consiste en un défaut de conformité aux Spécifications de l'Equipement ou du Logiciel concerné.

Le délai de garantie court à compter de la Date de Livraison.

La durée de garantie est de deux ans pour les Equipements et Logiciels.

Les coûts supportés par le Titulaire dans le cadre de cette garantie sont des coûts de matériels de remplacement ou de réparation, dont les frais de main d'œuvre correspondant aux frais de transport pour le retour des matériels de remplacement.

Ces coûts en exécution de la présente obligation de garantie seront supportés par le Titulaire, sauf si le Titulaire démontre que la défectuosité invoquée résulte d'une faute du Pouvoir Adjudicateur ou de l'exploitant de son réseau.

Le Titulaire accorde, sur tout Equipement de remplacement, les mêmes conditions de garantie que sur les Equipements remplacés, jusqu'au terme de la garantie initialement accordée sur les Equipements remplacés.

Les frais de port seront pris en charge par la partie expédiant le matériel.

Pour un équipement tombant en panne sous garantie une deuxième fois ou plus, le Titulaire prendra en charge la garantie sur site, sous réserve que la défaillance soit imputable au Titulaire.

Si le Titulaire constate un taux anormalement élevé de retour des Equipements ou parties d'Equipements, il se réserve le droit de vérifier la façon dont les Equipements sont installés, pendant le déroulement de l'installation sur site des Equipements par le Pouvoir Adjudicateur ou l'entreprise désignée par ce dernier, ce que le Pouvoir Adjudicateur accepte.

L'application de la présente garantie est exclue :

- si les Equipements vendus ne sont pas stockés, utilisés, entretenus conformément aux documents (manuel d'utilisation et/ou d'entretien) fournis par le Titulaire lors de la livraison, et notamment dans le cas où les Equipements ont été soumis à des conditions dépassant les prescriptions en matière de fonctionnement, d'environnement, ou de tension électrique ;
- si le fonctionnement défectueux provient de l'usure normale des Equipements ou d'une négligence ou défaut d'entretien de la part du Pouvoir Adjudicateur ou des Clients du Pouvoir Adjudicateur ; ou d'un défaut d'installation ou de mise en service des Equipements, notamment par rapport aux documents fournis par le Titulaire ;
- si les défectuosités sont la conséquence d'autres équipements non fournis par le Titulaire ;
- si les défectuosités proviennent d'une intervention d'un tiers non autorisé par les Parties ou d'une intervention de réparation non acceptée par le Titulaire ;
- si les défectuosités résultent d'un phénomène naturel (comme incendie, inondation, foudre...) reconnu comme catastrophe naturelle.

15. PROPRIETE INTELLECTUELLE

15.1. Logiciels

Le Titulaire concède au Pouvoir Adjudicateur une licence d'utilisation des Logiciels attachée au fonctionnement des Equipements. Le prix de la licence est inclus dans le prix des Equipements.

Les dispositions ci-après concernent tous les Logiciels intégrés ou fonctionnant sur les Equipements et les documentations y afférentes.

Il est conféré au Pouvoir Adjudicateur une licence non exclusive, valable sur le territoire français, non transférable hormis à l'exploitant du réseau du pouvoir adjudicateur, d'utilisation des Logiciels et de la documentation du Titulaire pour la durée de l'utilisation des Equipements par le pouvoir adjudicateur. Cette licence est conférée pour les opérations du Pouvoir Adjudicateur et pour la gestion des Equipements conformément au Contrat.

Le Titulaire proposera les nouvelles versions des Logiciels au pouvoir adjudicateur, lequel sera libre de ne pas acquérir les nouvelles fonctionnalités.

Ces Logiciels incluent des programmes sous forme de code objet, les supports associés, et le cas échéant des documentations imprimées, en « ligne » ou électroniques.

Au titre de cette licence, le Pouvoir Adjudicateur ne pourra pas :

- a) utiliser les Logiciels pour d'autres fins que le fonctionnement de l'Équipement avec lequel ils sont fournis ou sur lequel ils fonctionnent,
- b) faire de copie de tout ou partie des Logiciels, sauf pour les nécessités de sauvegarde,
- c) modifier, ou incorporer le Logiciel, le désassembler ou le décompiler en tout ou en partie,
- d) reconstituer le Logiciel ou son assembleur à partir du langage machine,
- e) reconfigurer ou modifier le Logiciel afin de l'installer ou l'utiliser pour un plus grand nombre d'objets, tels que notamment le nombre de postes, d'utilisateurs, de connections, d'agents ou de ports, que celui pour lequel il a acquis la licence,
- f) altérer la mention de propriété, marque de reconnaissance, ou la formule copyright figurant sur ou dans l'original, et s'engage à les faire figurer sur toute copie,
- g) sauf pour l'exploitant du réseau du pouvoir adjudicateur, donner en sous licence, céder ou concéder le droit d'utilisation du Logiciel à un tiers, ou mettre tout ou partie de ces Logiciels à la disposition de tiers par tous moyens, à l'exception de son personnel pour les seuls besoins de son activité et des utilisateurs finaux, dans les conditions indiquées ci-dessous.

La licence de Logiciel sera résiliée en cas de résolution pour quelle que cause que ce soit, du bon de commande d'Équipement avec lequel les Logiciels ont été fournis ou sur lequel ils fonctionnent.

Le Titulaire garantit le support sur lequel le Logiciel est livré contre tout défaut matériel qui apparaîtrait lors d'un usage normal, pendant une période de trente (30) jours à compter de la date de livraison du Logiciel au pouvoir adjudicateur.

15.2. Concession de licence d'utilisation des Logiciels du Titulaire à des tiers

Dans l'hypothèse où Le Pouvoir Adjudicateur ne serait pas l'utilisateur final des Logiciels, notamment en ce qui concerne les Logiciels intégrés dans les Équipements destinés à ses Abonnés, Le Pouvoir Adjudicateur bénéficiera du droit de sous-concéder la licence d'utilisation des Logiciels attachée au fonctionnement des Équipements et s'engage à exiger de ses Clients le respect de la licence attachée aux Équipements, dans les conditions indiquées au point ci-dessus.

15.3. Garantie contrefaçon

Le Titulaire garantit que chacun des documents élaborés, chacun des Logiciels mis à la disposition du Pouvoir Adjudicateur ainsi que les Technologies ou les outils mis à la disposition du Pouvoir Adjudicateur par le Titulaire ne constituent pas la contrefaçon de tout autre document, logiciel ou procédures protégées appartenant à un tiers.

En conséquence, le Titulaire s'engage, à la demande du Pouvoir Adjudicateur à prendre en charge et à l'assister dans sa défense contre toute action en violation de droits d'auteur ou d'autres droits de propriété intellectuelle intentée par un tiers et portant sur les documents, programmes informatiques ou technologies mis à la disposition du Pouvoir Adjudicateur au titre du Contrat, sous réserve d'en avoir été rapidement averti ou que la prétendue violation ne porte pas sur des modifications apportées directement par le Pouvoir Adjudicateur sans licence préalable du Titulaire, ou que le Logiciel fourni au titre du Contrat a été utilisé par le Pouvoir Adjudicateur ou un de ses préposés dans un environnement auquel il n'était pas destiné ou dans le cadre de fonctionnalités non expressément mentionnées dans les Spécifications.

Si tout ou partie des documents, et/ou Logiciels et/ou outils utilisés dans le cadre du Contrat est reconnu constituer une contrefaçon ou une autre violation de droit de propriété intellectuelle par une décision définitive passée en force de chose jugée, le Titulaire devra :

- fournir au Pouvoir Adjudicateur un autre document, Logiciel ou outil ayant les mêmes fonctionnalités ; ou
- obtenir le droit d'utiliser et d'exploiter ledit document, Logiciel ou outil ; ou
- rembourser le prix perçu au titre de la réalisation dudit document, Logiciel, ou outil.

16. DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

Le Contrat est soumis au droit français. Les Parties aux présentes feront tout leur possible pour régler à l'amiable tout litige relatif au présent Contrat ou qui pourrait en résulter.

17. CONFIDENTIALITE ET NON DIVULGATION

Chacune des Parties garantit la confidentialité des informations, de quelque nature qu'elles soient, écrites ou orales, dont elle a connaissance dans le cadre du Contrat et s'interdit de les communiquer aux personnes autres que celles qui ont qualité pour en connaître au titre du Contrat (en ce y compris pour le Pouvoir Adjudicateur l'exploitant de son réseau).

Chacune des Parties garantit le respect de cet engagement de confidentialité par ses salariés et ses éventuels sous-traitants.

Cet engagement de confidentialité ne s'applique pas aux informations :

- qui sont tombées dans le domaine public préalablement à la date de divulgation ou communication ou qui tomberont dans le domaine public après leur communication et/ou divulgation sans que la cause ne soit imputable à l'autre Partie ;
- dont il peut être démontré qu'elles sont déjà connues de l'autre Partie avant leur transmission ;
- qui auraient été développées indépendamment de l'autre Partie, à condition que la Partie qui se prévaut de cette exception démontre sans ambiguïté qu'elle est remplie ;
- qui auront été reçues d'un tiers de manière licite, sans violation d'une obligation quelconque ;
- que la loi, la réglementation applicable ou une décision de justice obligerait à divulguer, à condition toutefois que la Partie dont les informations sont divulguées en soit informée préalablement et ait été en mesure de défendre ses intérêts.

Le Pouvoir Adjudicateur autorise d'ores et déjà le Titulaire à faire publiquement état, à titre de référence commerciale, de son choix parmi les offres de services proposées par le Titulaire d'une part et de la nature des prestations fournies par le Titulaire d'autre part.

Les stipulations du présent engagement de confidentialité resteront valables pendant une durée de dix (10) ans après la cessation du Contrat, quelle qu'en soit la raison.

Elles ne s'appliquent pas à l'égard des autorités administratives, judiciaires et fiscales, ainsi que des avocats, experts comptables et commissaires aux comptes, ces derniers étant tenus par le secret professionnel envers leurs clients.

Sans l'approbation écrite et préalable de l'autre Partie, chaque Partie ne doit pas divulguer ou communiquer d'une quelconque manière le fait qu'elle est Partie au Contrat ou que des sous-traitants ont été choisis en tant que tel(s), ou la teneur du Contrat, et fera son affaire de l'observation de cette disposition par ses sous-traitants. Toutes copies ou tous documents relatifs au Contrat et qui sont destinés à être publiés sous une forme quelconque notamment par voie de presse par l'une des Parties ou par l'un des sous-traitants, doivent d'abord être soumis en projet à l'autre Partie pour approbation, avec mention des pays dans lesquels cette publication interviendra.

Fait en un seul original,

A

Le

Signature de l'entreprise ou de l'ensemble des cotraitants. La signature doit porter la mention manuscrite « lu et approuvé ».